

SÉJOUR D'UNE DÉLÉGATION D'ANÇAR DINE À ALGER

«Nous avons des contacts avec toutes les parties», confirme Messahel

Indirectement mais surtout sans consentir aux détails des entretiens en cours, le ministre délégué chargé des questions maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, a confirmé hier le séjour en Algérie d'une délégation d'Ançar Dine, le mouvement touareg du Nord malien qui prône l'instauration de la Charia.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le ministre a concédé, cependant, la précision de ce que les contacts ne sont pas à la demande de l'Algérie. «Nous avons des contacts avec toutes les parties et à la demande de toutes les parties», a souligné Messahel en réponse à une question relative à la présence dans notre pays d'une délégation du mouvement malien Ançar Dine. Il a ajouté que les contacts ainsi entretenus recolent l'acquiescement des Maliens mais aussi des partenaires étrangers de l'Algérie. «Nous sommes soutenus par les Maliens eux-mêmes et par nos partenaires comme les Etats-Unis, la France, la Grande-

Bretagne et la Cédéao, dont un représentant se trouve au demeurant à Alger.»

Le ministre délégué chargé des questions maghrébines et africaines a informé, par ailleurs, qu'une délégation de ministres africains est attendue prochainement à Alger.

Il a fait part aussi de la réunion de la Cémoc dans les prochains jours pour débattre de la crise malienne.

Ceci étant, Messahel a rappelé à l'occasion l'approche algérienne de la crise malienne ainsi que des solutions qu'elle privilégie. La solution, a-t-il réitéré, ne peut être que politique. D'ailleurs, l'Algérie la croit possible.



Abdelkader Messahel.

«Il y a toutes les indications qui font croire qu'une solution politique négociée est possible. Seule l'intégralité du territoire malien est non négociable», a affirmé Messahel qui a ajouté que «le pouvoir peut se partager

mais pas le territoire». Le ministre Messahel a indiqué, en outre, que l'Algérie fait le net distinguo entre les revendications légitimes des populations du nord du Mali et le terrorisme. S'agissant de la mission consu-

laire enlevée à Gao et faite otage depuis le 5 avril dernier, Messahel dira que «c'est une question très sensible qui requiert de la discrétion», rassurant toutefois en attestant que «les diplomates se portent bien».

De son côté, la Grande-Bretagne, dont le ministre des Affaires étrangères chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Alistair Burt effectue depuis hier une visite de travail de trois jours en Algérie, adhère à l'approche algérienne quant aux solutions pour la crise malienne. «La Grande-Bretagne privilégie le règlement de la crise au Mali par la négociation», a dit Burt pour qui «l'intervention militaire reste le dernier recours».

Interrogé sur l'extradition d'Abdelmoumene Khalifa, le ministre britannique s'est suffi de rétorquer que «le dossier est entre les mains de la justice».

S. A. I.

Photo : Samir Sid

JUSTICE-COUR D'ALGER

Les peines prononcées contre Sanofi confirmées

La cour d'Alger a confirmé la condamnation à un an de prison avec sursis de Thierry Lefebvre, directeur général de Sanofi-Aventis Algérie, poursuivis en Algérie pour surfacturation des matières premières de médicaments. De même qu'elle a confirmé l'amende infligée à Sanofi-Aventis Algérie.

Sanofi-Aventis Algérie et son DG ont été poursuivis pour des infractions de majoration de valeur dans le commerce extérieur, engendrant un transfert de sommes importantes de devises à l'étranger.

Le pôle judiciaire spécialisé près la cour d'Alger (Sidi M'hamed) avait établi en première instance y compris la responsabilité de cette filiale algérienne du géant français de l'industrie pharmaceutique, laquelle a écoupé de deux milliards de dinars d'amende (20 millions d'euros environ). Le verdict a été rendu le 3 mai dernier. Et Sanofi a fait appel.

Lors de l'audience du jugement à la cour d'Alger, tenue la semaine dernière, le procureur général près la cour d'Alger, lui, avait requis l'aggravation de la peine de prison contre Thierry Lefebvre ainsi que l'augmentation de l'amende contre les laboratoires Sanofi-Aventis.

Hier, la cour a confirmé la condamnation à un an de prison avec sursis de Thierry Lefebvre, directeur général de Sanofi-Aventis Algérie et l'amende de deux milliards de dinars infligée à la filiale en tant que personne morale. L'affaire a éclaté suite aux contrôles effectués sur une série d'opérations d'importations de Sanofi-Aventis Algérie au cours de l'été 2010.

Des PV d'infractions à la législation de changes et des mouvements de capitaux ont été établis par les services des Douanes de l'aéroport international Houari-Boumediène d'Alger.

Le préjudice se chiffre à des dizaines de millions d'euros. Les Douanes algériennes avaient déposé une plainte auprès du tribunal d'El Harrach qui s'est dessaisi de l'affaire plus tard au profit du pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'hamed.

Sanofi a réagi hier en fin de journée en diffusant un communiqué de presse où il a exprimé «une nouvelle fois sa surprise et son incompréhension quant à la décision rendue par la Cour d'Alger». Il y annonce qu'il va se pourvoir en cassation.

En mai 2012, les Douanes ont dressé 12 nouveaux contentieux à l'encontre de laboratoires pharmaceutiques et importateurs et d'autres managers devront bientôt être déferés devant la justice pour les mêmes infractions.

L. H.

IL CONSIDÈRE LE DERNIER CONGRÈS DU PARTI LÉGITIME ET LÉGAL

Moussa Touati s'inscrit dans l'après-dissidence

Pour Moussa Touati, le feuilleton de la dissidence au sein du parti est bel et bien terminé avec son dernier épisode, le congrès tant controversé de jeudi dernier tenu, pour rappel, en soirée sur le site même des congressistes faute d'avoir pu l'organiser comme prévu à la salle Atlas.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le président du Front national algérien est on ne peut plus confiant. C'est en tout cas l'impression qu'il a donnée, hier, lors d'une conférence de presse consacrée au dernier congrès du parti, pour le moins controversé de par les incidents qui l'ont émaillé.

Pour Moussa Touati, il n'y a pas l'ombre d'un doute, le dernier congrès du parti de jeudi en soirée à Tipasa est tout ce qu'il y a de «légal et de légitime», indépendamment du lieu de son déroulement, sujet justement à spéculations de la part de ses détracteurs. «Nous avons été contraints de tenir le congrès ailleurs que dans la salle que

nous avons réquisitionnée et qui a été squattée avec la complicité de certaines parties», affirmera Touati pour qui il n'était pas question de le reporter au vu de «l'énorme sacrifice financier consenti, près de 850 millions de centimes». Et à Touati d'être plus explicite en pointant du doigt et le service d'ordre et l'ONCI (l'Office national de l'information et de la culture), propriétaire de la salle Atlas, qu'il accuse de passer outre l'autorisation en bonne et due forme que le parti a obtenue des services de la Wilaya d'Alger après le quitus du ministère de l'Intérieur.

Pour le président du FNA, l'argument de l'immunité parlementaire qu'ont prétexté les

forces de l'ordre pour expliquer leur «passivité» ne tient pas la route vu qu'ils n'étaient que deux parlementaires sur les lieux et que l'on pouvait, selon lui, facilement isoler de la dizaine d'autres qui ont obstrué la porte d'entrée de la salle. Quant au premier responsable de l'ONCI, il s'est vu reprocher également d'avoir laissé faire en permettant, notamment, soutiendra Touati, «le verrouillage de la porte de l'intérieur même».

Et d'étayer un peu plus sa conviction qu'il s'agissait bel et bien d'un complot ourdi, au vu de «la présence parmi la dizaine de personnes interpellées d'un policier en civil, du responsable d'une société de gardiennage et d'étudiants auxquels on a fait croire qu'il s'agissait d'une excursion sur Alger».

Et à Touati de promettre à tout ce beau monde de le traîner devant les tribunaux, avec, en sus, la sollicitation

de la présidence de l'APN et du Conseil constitutionnel en vue de déchoir les deux députés démissionnaires de leur immunité parlementaire.

Au sujet de la «délocalisation» du congrès que les contestataires considèrent comme non réglementaire, Touati affirmera ne nourrir aucun doute quant à la suite favorable que le département de l'intérieur réservera au dossier qu'il déposera prochainement. D'autant plus que, soutiendra-t-il, «la Wilaya de Tipasa, sollicitée le 18 juin dans ce sens, a donné son feu vert avec, cependant, des réserves liées à la sécurité».

«Pour nous, la page du congrès est définitivement tournée», estimera Touati qui dit s'atteler, désormais, à la restructuration du parti en tenant compte des «erreurs» dont il reconnaît être «l'auteur» et qui sont à l'origine de cette dissidence.

M. K.

ELLES ONT ÉTÉ INSTALLÉES HIER À L'APN

Le FLN et le RND se partagent les structures

Sans surprise, le FLN, le RND et les indépendants se sont partagé les structures de l'APN. Le PT, l'Alliance verte et le FFS ont refusé d'y prendre part. Une décision prise pour contester les conditions dans lesquelles avaient eu lieu les élections.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est dans un hémicycle plein que la cérémonie d'installation s'est déroulée. Une cérémonie qui se voulait sans couac mais c'était compter sans l'intervention du chef de file du groupe parlementaire

du FFS.

Ahmed Bettatache a demandé la parole que le président de l'APN ne lui a pas donnée sous prétexte que le règlement intérieur ne prévoyait aucun point d'ordre lors de la cérémonie d'installation des structures.

Cela n'empêchera pas le député du FFS de formuler sa préoccupation. Bettatache s'est dit étonné de l'absence de comptage des voix à l'issue des votes. «Si cela continue comme ça, les textes seront votés en fonction de l'applaudimètre», s'est-il indigné, exigeant le comptage des voix afin que les voix pour, contre ou s'abstenant soient clairement identifiées. Une analyse que partage le

groupe de l'Alliance pour une Algérie verte. Non perturbé par cette mise au point, le président de l'APN a poursuivi l'installation des structures. Il en ressort un bureau composé de neuf vice-présidents. Il s'agit de cinq députés du Front de libération nationale, de trois du Rassemblement national démocratique (RND) et d'une indépendante.

Les députés ont par la suite assisté à la proclamation des groupes parlementaires. Les vice-présidents de l'APN procéderont alors à l'installation des bureaux des 12 commissions permanentes de l'Assemblée.

N. I.